

<https://ricochets.cc/Couvre-feu-a-20h-La-marmite-securitaire-autoritaire-est-pleine.html>



Couvre-feu à 20h ! La marmite sécuritaire-autoritaire est pleine ! Sortir du cadre ?

- Les Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 10 décembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Ca fait des mois, des années, que le régime autoritaire et policier en place accroît sa répression et son contrôle et empile les dispositifs liberticides.

Le régime se sert du terrorisme, d'une contraction économique ou d'un virus pour accélérer ses menées autoritaires dans tous les domaines, tandis qu'il continue ses projets écocidaire et anti-sociaux.

Et si on arrêtait pour de bon d'être dociles ?

Et si on refusait pour de bon le monde sans contact et le cloisonnement dans l'impuissance individuelle ?

Et si on additionnait les forces collectives pour stopper le totalitarisme En Marche et ouvrir des perspectives plus joyeuses que la prison à ciel ouvert rationnée par l'Etat et livrée par Amazon & co ?

¥ COUVRE FEU : FAISONS DÉBORDER LA MARMITE SÉCURITAIRE

Le Régime autoritaire qui détient le pouvoir en France annonce donc un couvre-feu à partir de 20H dès mardi 15 décembre, et la suppression du Réveillon du Nouvel An. Il n'y a plus l'ombre d'un doute : la décision d'instaurer un couvre-feu ne répond à aucune nécessité sanitaire. Le travail, la consommation, et toutes les activités avilissantes restent autorisées, mais les relations essentielles sont réduites au minimum. Nous assistons depuis des mois à la suspension de toutes nos libertés dans le cadre d'un État d'urgence sanitaire indéfini... Jusqu'où ira le gouvernement dans le contrôle de nos vies et nos comportements ?

L'espace public est réservé au travail et à la consommation. Nous assistons à un processus extrêmement violent de destruction de l'idée-même de vie sociale. Rencontres, discussions, fêtes, tout cela serait désormais cloîtré dans l'espace virtuel des sociabilités numériques. Quelle tristesse ! Et quel monde aussi. Un monde où les humains n'auraient plus aucune liberté de choisir au hasard d'une rencontre, d'une soirée, d'une discussion un autre chemin que celui que l'État ou les géants du web tracerait pour eux ?

Nous observons avec amertume et inquiétude une véritable épidémie de dépressions dont la seule et unique cause est l'assignation générale à résidence par un pouvoir qui à force de lois et de répression policière est devenu le geôlier de tout un peuple.

Depuis 5 ans nous vivons sous un État d'urgence permanent qui ne nous protège ni du terrorisme ni des épidémies. En effet qui peut encore croire que ce pouvoir se soucie de notre bien-être ? Pas un jour ne passe sans qu'une nouvelle violence policière ne parvienne à nos oreilles. Pas une semaine sans qu'un nouveau scandale éclabousse le gouvernement et sa majorité.

Nous avons vécu des mois de confinement mais il n'y a pas eu de cessez-le-feu : travailleurs exposés au risque de contamination, casse du code du travail, violences policières, assouplissement des réglementations écologiques, cadeaux colossaux aux multinationales, sans oublier la loi de sécurité globale. Pendant ce temps ou nous restons chez nous, incapables de nous organiser collectivement pour cause de distanciation sociale, les capitalistes eux, préparent le monde d'après.

Et ce sont ces mêmes personnes qui prétendent aujourd'hui nous soumettre à une mesure de couvre-feu qui rendrait la moindre escapade nocturne dangereuse, voire mortelle, si à tout hasard nous avons la malchance de tomber sur une patrouille de police !

Car c'est bien ce qu'il nous est promis : des villes sous la chape policière de 20h à 6h du matin, des villes vides, froides, où les habitants apeurés sont calfeutrés et les maîtres rôdent en uniformes.

Nous sommes habités de désirs de vivre, de rire, d'échanger, et nous sommes prêts à lutter pour que notre monde ne devienne pas cet enfer qu'ils sont en train de dessiner pour nous. Telle est l'urgence aujourd'hui !

Couvre-feu à 20h ! La marmite sécuritaire-autoritaire est pleine ! Sortir du cadre ?

Nous appelons tout un chacun à s'organiser entre amis, camarades, voisins pour faire battre le coeur de nos villes dès la tombée de la nuit. Retrouvons-nous partout, dans les rues de chaque ville et de chaque village dès le premier soir de couvre-feu : Assemblées publiques, concerts de casseroles, apéros géants, musique, free-parties, occupations de places ou de ronds-points, bars clandestins, tournois de pétanque... et faisons déborder de toute part leur dispositif de contrôle. Nous voulons tout, car notre appétit de vivre est au moins aussi grand que leur volonté de tout contrôler.

Quelques pistes à partir du 15 décembre :

- ¡ Manifestations nocturnes
- ¡ Désobéissance collective
- ¡ Fêtes sauvages
- ¡ Réveillon déterminé
- ¡ ...

(post et visuel de Nantes Révoltée)



Couvre-feu à 20h ! La marmite sécuritaire-autoritaire est pleine ! Faisons déborder la marmite sécuritaire

Et si on sortait du cadre et de l'agenda du régime ?

Cette situation est hallucinante, à force d'avoir trop laissé faire, d'être contraint à la défaite depuis des années faute de forces suffisantes et de tactiques/stratégies adaptées, on est à présent contraint de se battre simplement pour avoir le droit de vivre, d'avoir une simple vie sociale, culturelle et politique !

Quelle régression, quelle victoire écrasante pour le totalitarisme économique et étatique !

Au lieu de lutter pour la fin du capitalisme, des projets inutiles, de la civilisation industrielle, on se voit amener à lutter pour juste respirer ??!!

Les stratèges nous disent toujours que la meilleure défense c'est l'attaque.

Alors peut-être qu'il faudrait imaginer des formes d'attaques qui sortent du timing et des thèmes portés par le régime et ses merdias, qui sortent des méthodes convenues, qui surgissent inopinément à des endroits et sur des sujets inattendus ?

Et bâtir des stratégies collectives adaptées à la situation au lieu de s'essouffler à courrir après l'agenda et les multiples lois de merde du régime ?

Post-scriptum :

► Une petite illustration parmi de nombreuses autres de là où on en est :

Procès contre Lallement

Tribunal Judiciaire, 9H. Un gilet jaune est pénalement poursuivi pour avoir fait état, dans une déclaration de manifestation, des « dérives fascistes de Didier Lallement ». Il risque un an de prison.

Vous m'avez bien lu : un gilet jaune sans casier judiciaire écrit ces mots et fait l'objet d'un signalement de la part du préfet lui-même. M. Lallement en personne se constitue partie civile, s'accorde la protection fonctionnelle, et demande 2400 euros à ce titre. Le parquet obéit, poursuit, et l'affaire est prestement audiencée.

A l'audience, le Procureur requiert six mois de prison avec sursis et une amende. Six mois de prison pour avoir fait usage de sa liberté d'expression. Pour avoir indiqué ce que tout le monde savait : que ce pouvoir vrille, et se montre prêt à tout pour au pouvoir demeurer.

J'ai dit ma honte, ma honte pour le tribunal de me retrouver là, aux côtés de mon client, à devoir leur rappeler des menus détails qui, de la déclaration des droits de l'homme à la jurisprudence constante de la CEDH, s'opposent à toute poursuite, et a fortiori, à toute condamnation.

J'ai rappelé que la liberté d'expression était, pour le Conseil constitutionnel, la plus précieuse et primordiale des libertés, en ce qu'elle autorise toutes les autres.

J'ai rappelé que c'était M. Juppé lui-même qui, alors maire de Bordeaux, avait qualifié en ces termes M. Lallement : nazillon.

Ma honte enfin, de voir tant de servilité de la part du parquet, en posant cette question : qui servent les procureurs ? Le peuple et le droit, ou les petits fascistes du moment ?

J'ai demandé : comment cela se fait-il que personne ne se soit opposé à la volonté de M. Lallement ? Comment se fait-il que des réquisitions judiciaires aient été menées jusqu'en Irlande pour identifier l'auteur d'un e-mail qui, dès le départ, reconnaissait les faits ?

J'ai dit enfin mon indignation à ce qu'aient été invoquées par l'avocat de M. Lallement et le parquet les violences contre les pompiers et les policiers afin de justifier leur quérulence, et rappelé cette évidence : M. Lallement a été nommé par le gouvernement pour remplacer M. Delpuech, le préfet précédent, parce que ce dernier refusait d'accepter d'accroître la répression contre les français qui manifestaient.

C'est lui, et non ceux qui respectent les lois et font usage de leur liberté d'expression, qui au quotidien exposent les policiers à leur population.

Mon client, Stéphane Stef Espic, encore une fois, gloire à lui, a rappelé son droit de résistance face à ce qu'il considère être une oppression toujours plus systématique contre les gilets jaunes, dans le camp desquels il s'est placé.

J'ai honte, honte pour ce gouvernement et pour tous ceux qui, y compris dans les instances judiciaires, se montrent prêts à tout pour complaire à des êtres qui depuis longtemps se sont montrés incapables de nous respecter.

J'ai refusé de demander les dépens. Je refuse de toucher un sous de la part de l'individu en question. Nous nous battons librement, loin de leur argent.

Délibéré mi-janvier.

(post de Juan Branco)